

Après l'acceptation du plan Blanc : faire le point pour reprendre l'initiative

Blanc a bien réussi son coup : le chantage orchestré depuis janvier avec l'aide du gouvernement et des médias présentant le plan comme la carte de la dernière chance, les négociations bidons du 26/27 mars où Blanc déclara qu'il organiserait un référendum s'il n'avait pas l'accord des 14 syndicats, tout cela a fonctionné. Cette politique du tout où rien était en fait soutenue par les syndicats, auxquels M. Blanc exprima, d'ailleurs, toute sa gratitude dans l'introduction de son projet pour l'entreprise.

A ma gauche, donc, C.G.T. et C.F.D.T. (nous refusons le plan et la manière dont les négociations sont menées) essayant d'être radicales tout en se gardant bien d'appeler à la moindre résistance ouvrière (depuis les matamores cédétistes se sont couchés pour obtenir un strapontin à la table des négociations) et à ma droite F.O., traumatisée par le cauchemar d'octobre, enthousiaste dans le soutien parce qu'il n'y avait pas de licenciements secs et que l'Etat promettait une subvention de 20 milliards de francs.

Jusque-là rien que de très normal : M. Blanc, en excellent commis de l'Etat capitaliste, exécute le plan pour l'application duquel il a été nommé; les syndicats de la boîte, déstabilisés par la grève d'Octobre, retrouvent leur place confortable d'interlocuteurs soumis du patron et les partis de «gôche» comme de droite embouchent les trompettes de l'unité nationale pour le sauvetage de l'entreprise.

Ce qui l'est moins, c'est le peu de réactions ouvrières, fussent-elles minoritaires, à ce matraquage idéologique dont la fonction est de masquer l'ampleur sans précédent des attaques contenues dans le plan.

Les prolétaires ont cru, en votant massivement pour ledit plan en avril, limiter les dégâts et sauver l'essentiel, c'est-à-dire leurs emplois à une époque où des millions d'entre eux pointent au chômage. Hélas il n'en est rien.

Si M. Blanc a su habilement désamorcer la bombe de la combativité ouvrière en ne faisant appel qu'à un prétendu volontariat pour faire diminuer les coûts salariaux, il sait pertinemment que les 5000 suppressions d'emplois sont un pis-aller tout juste suffisant pour affronter les années à venir :

- ◆ déjà pour 95/96, la direction n'est pas sûre de trouver les 3000 «volontaires» au départ,

- ◆ d'après des sources internes à l'entreprise, 800 à 1000 licenciements secs seront nécessaires à la bonne exécution du plan,
- ◆ la fin du monopole de la compagnie sur les lignes aériennes intérieures et la possibilité pour les entreprises concurrentes d'ouvrir des lignes sur les parcours les plus rentables auront pour conséquence une guerre des tarifs dont la facture sera intégralement payée par les prolétaires à coup de milliers de licenciements, comme aux U.S.A. pendant les années quatre-vingts.

Cela M. Blanc le sait bien qui, dans son projet pour l'entreprise, compare la situation du transport aérien à celle de l'automobile en oubliant de mentionner le prix payé par les ouvriers au «redressement» de ce secteur : 120000 emplois supprimés en dix ans.

D'autre part, focalisés sur les 20 milliards et l'absence supposée de licenciements secs, bon nombre de prolétaires n'ont pas vu les conséquences dramatiques pour leur condition de bien des dispositions, d'ailleurs soigneusement occultées, qui ne se manifesteront qu'à moyen terme :

- ◆ création des onze centres de profit, émiettant Air France en une série de moyennes unités concurrentes afin de maximiser les profits et de casser l'unité du personnel;
- ◆ séparation de la maintenance en deux entités, avec l'éventualité d'un recours à la sous-traitance pour certains travaux d'entretien, afin d'accentuer la division entre les qualifiés et les non-qualifiés.

Tout ce processus justifiant le cassage des Accords d'entreprise et du Statut du personnel auxquels se substitueront de nouveaux accords centre par centre, prenant compte, au nom bien sûr de la modernité et de la sainte flexibilité, des inévitables disparités en matière de productivité pour baisser les salaires ici, les augmenter là et procéder de même en matière de gestion des effectifs. Ainsi, plus d'homogénéité des conditions de rémunérations, plus de statut unique mais une myriade de contrats de travail divisant les travailleurs.

Au total en 97, les prolétaires, s'ils laissent faire, pourront constater que :

- ◆ Air France aura perdu en l'espace de cinq ans près du quart de ses effectifs; que leurs salaires auront diminué de 15%;
- ◆ que leur condition statutaire aura été irrémédiablement précarisée; le tout dans un contexte de concurrence interne exacerbée, sur fond de guerre économique mondiale entre compagnies du secteur.

Aujourd'hui, après le dévoilement des intentions de l'ennemi de classe, la balle est dans le camp des travailleurs. Le plat de lentilles de la pseudo-démocratie directe (référendum) et l'os à ronger du prétendu volontariat ne tiendront pas longtemps devant la réalité capitaliste faite de guerre inexorable aux prolétaires. Le pseudo-réalisme qui consiste à ployer l'échine en attendant le retour des jours meilleurs n'est qu'une funeste illusion que des millions d'ouvriers ont payée très

cher, notamment dans les mines, les chantiers navals, la sidérurgie et l'automobile.

Le plan Blanc est pire que celui d'Attali

Aujourd'hui le capital s'attaque à la restructuration de l'industrie des transports et le plan de M. Blanc est devenu le modèle à imiter pour de multiples compagnies aériennes en Europe.

En octobre dernier, pour des millions de travailleurs en France et dans le monde, le modèle c'était la grève d'Air France.

Pour que cette expérience n'ait pas été vaine, il faut comprendre que le seul réalisme qui peut payer aujourd'hui, c'est le réalisme de la lutte, du combat intransigeant contre le capital.

Printemps 1994.